

L'Humanité



L'Œuvre

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
15 décembre 1976

No 585

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

EDF, St-Nazaire, Caisse d'Épargne,
Charbonnages de France

UNION, ACTION N'ATTENDONS RIEN DES ELECTIONS

Il y a des périodes propices aux mauvais coups contre les masses populaires.

C'est généralement maintenant bien établi qu'au moment des congés payés annuels ou au moment des fêtes de fin d'année, le gouvernement annonce des augmentations de prix, des licenciements ou déclenche quelque opération spectaculaire contre des travailleurs en lutte (à Lip l'été 1973 ou au «Parisien Libéré» il y a une semaine).

Le pouvoir reçoit pour cela l'aide précieuse des directions syndicales et des partis prétendument de «gauche» qui eux aussi obéissent aux rites et planifient des «rentrées» ou des «printemps» ponctués de manifestations ou journées nationales «d'action» destinées à désamorcer la révolte et maintenir les luttes des travailleurs dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie.

Chaque fin d'année depuis le début des années 70 est ainsi l'occasion d'assister au moment des votes budgétaires à l'Assemblée nationale à une comédie jouée

par les partenaires rivaux que sont les patrons et de l'État et les États-majors syndicaux.

Les uns fixent les conditions d'exploitation pour les salariés de la fonction publique notamment et les autres protestent à grands cris que l'augmentation des salaires est insuffisante, ce que les intéressés savent déjà mieux que quiconque. A l'appui de leur mascarade, les responsables syndicaux en liaison avec leurs copains députés de «gauche» organisent des journées P et T. EDF, etc, des protestations et des pétitions en veillant bien à ce que tout reste dans l'ordre... Ce qui ne réussit pas toujours, quand le mécontentement est tel que la masse des travailleurs déborde les consignes des dirigeants traitres comme en 74 lors de la grande grève des postiers ou en mars de cette année à la SNCF.

A chaque fois, le rôle des directions syndicales confédérales ou fédérales a été de s'entendre pour isoler et morceler la lutte, réprimer la combativité des grévistes.

Ce sont les principaux enseignements de ces soi-disant journées d'action à répétitions et jamais concluantes car ce n'est pas leur but.

En fait de tactique de harcèlement ou de guerre d'usure contre le pouvoir, l'opération des États-majors bourgeois de l'Union de la gauche ne vise qu'à user la volonté de lutte des masses, qu'à émousser leur élan révolutionnaire pour mieux leur faire accepter l'illusion que les élections et le Programme commun sont une solution à la crise capitaliste.

Cette année du fait de l'aggravation de la crise économique et politique les «partenaires sociaux» ont une tâche plus difficile.

Le gouvernement vient d'annoncer que la clause des fameux contrats de progrès qui garantissait une «progression» automatique du pouvoir d'achat (d'après l'indice de l'INSEE) ne serait pas appliquée pour 1977 ni à l'EDF ni aux charbonnages de France.

(suite p.3)

Espagne

REFERENDUM ET COURSE AU GATEAU

Aujourd'hui est un jour important pour la bourgeoisie espagnole. C'est en effet aujourd'hui que Juan Carlos va tenter de faire plébisciter le texte de loi voté récemment aux Cortes afin de faire passer «en douceur» l'Espagne d'un régime fasciste à un régime de démocratie bourgeoise. Cette loi prévoit, notamment, l'élection de deux chambres où siègeraient des députés élus au suffrage universel qui auraient le pouvoir législatif.

En fait, quel est le jeu de la bourgeoisie au pouvoir ? La bourgeoisie au pouvoir, héritière directe des assassins franquistes du peuple espagnol est aujourd'hui prise dans une série de contradictions.

La première, et la plus importante, provient de la montée des luttes de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne. Déjà sous Franco, dans les dernières années, ces luttes avaient contraint le régime à remonter son vrai visage, en employant à nouveau la répression féroce contre la révolte populaire. Nous n'oublierons pas les 5 assassinats de septembre 75. Depuis la mort de Franco, grèves et manifestations se succèdent à un tel rythme et à une telle ampleur que malgré les trente-trois victimes dont il a déjà le sang sur les mains, Juan Carlos sait que ce n'est plus la répression qui pourra arrêter la montée révolutionnaire des masses en Espagne.

La seconde contradiction provient de la nécessité, pour les capitalistes espagnols, de développer leurs relations économiques, avec les autres pays du monde, essentiellement avec l'Europe. Les dirigeants espagnols n'ont pas caché leur désir de pénétrer dans le Marché commun : cela représenterait pour eux un intérêt commercial et économique leur permettant d'une part de redresser leur balance commerciale lourdement déficitaire, d'autre part de briser l'isolement politique et économique dans lequel ils se trouvent actuellement. Jusqu'ici, cependant, ils se sont toujours heurtés à un refus de la part d'un certain nombre de pays de la CEE peu soucieux de se compromettre avec un régime trop ouvertement fasciste.

Ce sont les principales raisons qui ont poussé la

bourgeoisie espagnole dans le processus de «démocratisation» du franquisme. Ce processus lui-même, cependant, ne va pas sans lui poser de sérieux problèmes. D'une part, une partie encore importante de la vieille garde fasciste, qui n'a pas forcément les mêmes intérêts économiques que la grande bourgeoisie monopoliste, reste très attachée au franquisme et lutte farouchement contre toute libéralisation du régime. Au niveau des élections, cela se traduit par l'appel à voter «non» au référendum des mouvements les plus extrêmes de la droite comme l'association des anciens combattants. D'autre part, il faut compter avec le peuple espagnol dont le niveau actuel des luttes n'a d'égal que le désintérêt qu'il porte à cette affaire de référendum. Le peuple espagnol sait par l'expérience que ce n'est pas un bulletin de vote qui changera quoique ce soit à l'oppression capitaliste, qu'elle se produise au grand jour du franquisme ou sous le voile de la démocratie bourgeoise.

Ainsi, moins de 10 % des Espagnols immigrés ont voté par correspondance et, alors que l'on s'attend à au moins 40 % d'abstentions dans le pays, les dockers de Barcelone sont en grève depuis 10 jours, et il est prévu pour aujourd'hui une grève générale dans le pays Basque.

La haine du pouvoir pour les ouvriers immigrés

Lundi soir, à l'émission «L'huile sur le feu» sur la 2e chaîne, un débat était organisé entre Dijoud, secrétaire d'État à l'Immigration et un ouvrier portugais en France sur le sujet de l'immigration.

En fait de débat, l'émission aura eu le mérite de révéler ouvertement le vrai visage à la fois paternaliste et odieusement répressif de la politique du pouvoir à l'égard des immigrés. L'animateur de service rappelait à M. Diaz, que, lui, Philippe Bouvard, dirigeait la discussion et que le menuisier n'avait pas à inverser les rôles ! Une autre fois, il lui interdisait d'aborder la lutte des résidents dans les foyers SONACOTRA et des expulsions de délégués car «ceux qui restent sont les plus nombreux» ! Dijoud coupait constamment la parole à son interlocuteur et développait longuement sur la délinquance des immigrés pour mieux combattre, selon lui, le racisme, qui d'ailleurs n'existerait pratiquement pas et que la police pourchasserait fermement ! Enfin exaspéré de n'avoir pas affaire à un travailleur soumis comme il les souhaite, Dijoud regrettait d'être venu.

Lamentable échec donc de la démagogie gouvernementale sur l'immigration et qui manifeste bien que les ouvriers immigrés sont debout et le resteront contre la répression et l'exploitation.

Le soutien au quotidien

L'AFFAIRE DE TOUS LES LECTEURS

Suivons l'exemple de Créteil

Lors du meeting «Ni plan Barre, ni Programme commun», à Créteil, des militants ont répondu à quelques questions de notre journaliste.

Où en êtes-vous de la campagne d'abonnements ?

— Chez nous c'est un peu particulier. Il y a un mois et demi, avant qu'elle ne soit lancée, nous avons décidé de corriger des insuffisances sur cette question. Des camarades tout

en continuant à acheter un numéro en kiosque, notamment pour que le journal soit exposé tous les jours en divers points du quartier, se sont abonnés. Nous avons expliqué aux lecteurs l'importance politique de l'abonnement. Nous avons ainsi pu doubler le nombre d'abonnés. Il est vrai que nous sommes encore relativement peu nombreux... mais il y a de nouveaux lecteurs.

La jeunesse palestinienne contre l'occupant sioniste



Manifestation de jeunes à Jérusalem sur l'esplanade de la mosquée El Agra.

Mardi dernier, se sont déroulées dans plusieurs villes de Cisjordanie des manifestations de jeunes lycéens contre l'occupant sioniste.

Des heurts violents ont eu lieu à Naplouse et à Ramallah où les jeunes manifestants réfugiés derrière des barricades de pneus ont lapidé les forces d'occupation et leurs véhicules. La route Ramallah-Jérusalem a été coupée. En guise de solidarité, les commerçants de ces deux villes ont fermé leurs boutiques.

Droits de pêche

Une volte face soviétique

L'URSS, dont la flotte de pêche est la plus importante du monde, est bien connue maintenant de nombreux pays pour être le premier pillier de poissons sur les océans, qu'elle écume sans se soucier aucunement de la conservation des bancs ni des intérêts des pêcheurs des pays riverains.

A ce titre, elle s'est longtemps opposée de façon acharnée à la juste revendication des pays du tiers monde de protéger les ressources alimentaires en portant à 200 miles leur zone économique maritime, allant jusqu'à joindre ouvertement sa voix à celle des USA pour opposer son veto à cette revendication lors de toutes les conférences internationales sur le droit de la mer.

Mais les pays du tiers monde, et un certain nombre de pays du second monde, ont passé outre à cet interdit en portant unilatéralement leur zone économique maritime à 200 miles marins.

L'URSS, en décidant d'instituer à son tour une zone de 200 miles marins autour de ses côtes, fait donc une volte-face retentissante. Au passage, elle s'arroge en outre un droit de pêche exclusif en étendant son pouvoir «aux lieux de migration des bancs de poissons en dehors des eaux territoriales reconnues



Des représentants des pêcheurs de différentes régions du Japon manifestent devant l'ambassade soviétique à Tokyo pour protester contre les actes de piraterie de la flotte de pêche russe.

par l'URSS et des zones économiques des autres États». Une façon comme une autre de proclamer avec arrogance que la haute mer lui appartient toute entière.

Le décret soviétique fixe également des amendes très lourdes (66 000 à 600 000 francs) en cas de violation et la traduction des récidivistes étrangers devant ses tribunaux. La possibilité de confiscation des biens est également prévue ainsi que celle du versement de cautions pour la libération d'équipages arrêtés... pratique couramment utilisée par

l'URSS en toute illégalité, notamment contre les pêcheurs japonais.

Cette décision a déjà entraîné une vigoureuse protestation du ministre danois de la Pêche. Elle risque en effet de porter un tort considérable aux pêcheurs de saumon de l'île danoise de Bornholm déjà en lutte au rackets des chalutiers usines russes. L'URSS aurait en effet ratifié la décision prise en novembre dernier de la commission de pêche en mer Baltique de maintenir un statu quo en ce qui concerne les zones de pêche en

mer Baltique. Elle démontre ainsi une nouvelle fois la valeur des engagements internationaux au bas desquels elle appose sa signature : ni plus ni moins qu'un vulgaire chiffon de papier.

Espagne

Référendum et course au gâteau

Suite de la p. 1.

En fait, le problème qui se pose à la bourgeoisie espagnole est de réussir à résoudre les contradictions que lui cause le système politique actuel tout en gardant son pouvoir d'exploiter les masses, c'est de «libéraliser» le régime, mais en évitant l'explosion des masses opprimées par 40 années de dictature franquiste.

Si cela lui paraît aujourd'hui possible c'est qu'elle sait qu'elle peut s'appuyer sur deux fidèles alliés, la social-démocratie représentée par le PSOE et le révisionnisme.

Comme le PCE, le PSOE est toujours officiellement illégal en Espagne. Or toutes les télévisions d'Europe ont retransmis des images de son récent Congrès, congrès où s'était déplacé tout le gratin du réformisme européen, de Mitterrand à Olaf Palme.

La «responsabilité» de ce Congrès a même été saluée par le journal de la Phalange, c'est à dire des fascistes.

Le PSOE se déclare ou-

vertement prêt à collaborer avec le gouvernement et espère 40 % des voix aux prochaines élections. Il représente en fait pour la bourgeoisie monopoliste une «alternative démocratique» tout à fait crédible et sûre.

Le PCE, lui, joue, avec la complicité du gouvernement espagnol, le rôle de l'extrême-gauche clandestine et dure, mais juste ce qu'il faut. Un jour 10 militants sont arrêtés, le lendemain ils sont relâchés, dimanche dernier Carrillo donnait une conférence de presse publique, lundi la police était mobilisée avec ordre de l'arrêter.

Lors de cette même conférence de presse, Carrillo jouait les vertueux en disant qu'il ne prêtait aucune valeur réelle à ce référendum qu'il qualifiait de rite franquiste et 10 minutes après il annonçait qu'il ferait bientôt connaître la liste des candidats du PCE aux prochaines législatives que prépare justement ce référendum.

On ne voit que trop quel le sinistre comédie joue le PCE, il s'agit de tromper les masses en se faisant passer pour des intransigeants mais, finalement, sous ce masque d'intransigeance, d'appliquer la même politique de collaboration de classe avec les anciens bourreaux du peuple espagnol.

Une autre chose intéressante qu'a dit Carrillo dans cette même conférence de presse, c'est qu'il ne voyait plus d'inconvénient à ce que l'URSS renoue des relations diplomatiques avec l'Espagne (ces relations avaient été interrompues par Staline lors de la prise de pouvoir par Franco).

Mais en même temps, le président du PCP a protesté de son «eurocommunisme» et de sa totale indépendance vis à vis de Moscou. Est-ce à dire que le social-impérialisme n'a pas de visée sur l'Espagne et que Carrillo n'est pas son agent objectif ? Absolument pas, tout au contraire ; mais le social-impérialisme a subi un grand revers au Portugal

en tentant d'aller trop fort et trop vite et il en a tiré les leçons.

L'Espagne, de par sa position stratégique en Europe du Sud, entre la méditerranée et l'Atlantique, est une place bien trop précieuse pour que les nouveaux tsars du Kremlin prennent des risques inconsidérés. C'est pourquoi, malgré les contradictions bien connues entre Carrillo et les révisionnistes soviétiques ces derniers misent sur la direction du PCE.

Ainsi ce n'est pas un mais deux ennemis que doit affronter le peuple espagnol, ces deux ennemis, la bourgeoisie fasciste d'hier, rouge du sang des fils du peuple d'Espagne et qui voudrait aujourd'hui se donner un air de liberté et le révisionnisme, autre partie de la bourgeoisie, et agent du social-impérialisme. Ces deux ennemis ont ceci de commun que leur intérêt est fondamentalement opposé à la lutte révolutionnaire des masses espagnoles pour une Espagne libre, indépendante et socialiste.

Report de la Conférence Nord-Sud

Le report au début de l'année prochaine de la réunion ministérielle de la conférence Nord-Sud annoncée jeudi à Caracas résulte du «manque de volonté politique de la part des huit pays industrialisés» a affirmé le co-président de la conférence, Manuel Perez Gerrero.

Toutefois, il a reconnu que la Suède, la Hollande, la France et le Canada ont fait montre d'une meilleure compréhension vis-à-vis des préoccupations du tiers monde et d'une meilleure volonté de coopération.

La position des 19 pays en voie de développement a déclaré le co-président est de n'accepter «aucun type de mise en scène» qui aurait justifié l'éventuel échec de la conférence. «Nous ne sommes pas disposés, a-t-il ajouté à accepter l'usage des formules diplomatiques qui présenteraient comme un succès possible ce qui ne serait pas véritablement significatif. Nous allons appeler les choses par leur nom».

Un éventuel échec de la conférence Nord-Sud serait «catastrophique» a-t-il précisé et «ne pourrait être imputable aux pays en voie de développement mais bien à l'autre partie».

De leur côté, les USA et les pays d'Europe occidentale se sont plaints amèrement au cours de la dernière session de l'OTAN que l'URSS et les pays de l'Est se contentent de mots en ce qui concerne l'aide au tiers monde et se gardent soigneusement d'envisager, de quelque manière que ce soit, de participer à une éventuelle redistribution des richesses entre pays industrialisés et sous-développés.

Cette mauvaise volonté des pays riches, de l'Est comme de l'Ouest, à accepter de remettre, si peu que ce soit, en cause l'ordre économique international injuste qui prévaut ne peut aboutir qu'à une confrontation dont ils seront directement responsables.

La conférence de l'OPEP qui s'ouvre le 15 décembre à Doha (Qatar) témoignera clairement du refus du tiers monde à continuer de se laisser ainsi spolier.

Namibie

L'ONU RECONNAIT LA LEGITIMITE DE LA LUTTE ARMEE

La Commission de décolonisation de l'ONU a adop-

té vendredi une résolution qui appuie la lutte armée que mène le peuple namibien sous la conduite de la SWAPO pour l'autodétermination, la liberté et l'indépendance nationale dans le cadre d'une Namibie unie, et qui demande aux gouvernements de s'abstenir de reconnaître toute autorité que l'Afrique du Sud pourrait mettre en place «à la suite de pourparlers constitutionnels frauduleux».

Cette résolution a été approuvée par 108 voix contre six (dont la France). La résolution demande dans ce contexte au Conseil de sécurité de prendre des sanctions contre l'Afrique du Sud, notamment sous la forme d'un embargo sur la fourniture d'armes.

Parmi les 30 paragraphes de son dispositif, cette résolution fait appel à tous les États membres de l'ONU pour qu'ils apportent tout l'appui et toute l'assistance nécessaire à la SWAPO dans sa lutte pour l'indépendance et l'unité nationale, et décide que tous les pourparlers en vue de l'indépendance de la Namibie doivent être menés entre les représentants de l'Afrique du Sud et de la SWAPO sous les auspices de l'ONU.

La résolution demande

aussi l'organisation d'urgence d'élections libres sous la supervision de l'ONU dans l'ensemble de la Namibie.

Une autre résolution, adoptée par 120 voix, sans opposition avec sept abstentions, prie les États qui ne l'ont pas encore fait de rompre les relations économiques avec l'Afrique du Sud qui intéressent la Namibie, et de faire en sorte que le décret promulgué le 27 septembre 1974 par le Conseil de l'ONU pour la Namibie pour la protection des ressources naturelles du territoire soit pleinement appliqué et respecté.

Un texte recommande pour la SWAPO un statut d'observateur à l'assemblée générale et à toutes les conférences internationales convoquées sous les auspices d'autres organes que l'ONU.



nouvelles intérieures

EDF, St-Nazaire, Caisse d'Épargne,
Charbonnages de France**Union, action, n'attendons
rien des élections**

Suite de la p. 1.

C'est la confirmation du caractère néfaste, contre-révolutionnaire de ces contrats de progrès contre lesquels plusieurs fois déjà, les ouvriers et employés de la fonction publique avaient combattu. En période ordinaire, ces contrats ont pour but d'empêcher les actions revendicatives, de répandre des illusions sur une entente entre exploités et exploités en substituant à la lutte de classe et au rapport de force la négociation et la concertation entre dirigeants patronaux et syndicaux.

En période de crise, les miettes distribuées dans ces contrats ne sont même plus accordées aux travailleurs surexploités. Cette clause «d'augmentation» automatique de 2 % est typique de la collaboration de classe qui fait faillite aux yeux de tous. Rappelons qu'elle fut proposée à l'initiative de Jacques Delors, à l'époque conseiller de Chaban-Delmas, aujourd'hui conseiller de Mitterrand et qu'elle fut signée le 6 décembre 1972 par tous les syndicats de l'EDF-GDF.

Dans ces conditions, l'affolement de Bergeron qui craint un nouveau «Mai 68», et des dirigeants CGT ou CFDT est bien compréhensible. Il faut d'une part qu'ils préservent leur masque de défenseurs des intérêts des salariés sous peine de perdre leur influence dans les masses et d'autre part, il faut qu'ils contiennent absolument la colère grandissante des travailleurs pour ne pas ébranler davantage le système économique dont ils veulent prendre le contrôle.

Les travailleurs, eux, veulent agir, le plus rapidement et le plus vigoureusement possible pour faire échec au chômage (plus 1,6 % de demandes d'emplois officielles en novembre) et à la baisse du pouvoir d'achat. Les mobilisations massives dans la grève à la Caisse d'épargne de Paris, aux chantiers navals de St-Nazaire, pour le soutien aux grévistes du «Parisien libéré» en sont le témoignage. Il en sera probablement de même lors de la grève de 48 heures aujourd'hui et demain à l'EDF-GDF. Dans le cadre de cet

essor probable du mouvement anticapitaliste des masses qu'il faut résolument impulser, les contradictions ne manqueront pas de s'aiguiser entre les travailleurs et les dirigeants révisionnistes et réformistes.

Ces derniers feront tout pour cantonner les revendications à la récupération de quelques pourcentages sur les salaires et pour empêcher toute prise de conscience révolutionnaire. Ce sera, au contraire, une situation favorable pour le développement de la propagande révolutionnaire contre le plan Barre et le Programme commun, pour arracher de nombreux ouvriers actifs aux illusions qu'ils peuvent conserver sur le révisionnisme et le réformisme, pour renforcer les rangs de l'avant-garde communiste marxiste-léniniste du prolétariat.

**Mobilisation mercredi 15 à Rennes
Procès en appel d'un éducateur de Nantes
Licenciement de ses 25 collègues des CEA**

Nous avons fait état (voir HR No 574 du 25/11/76) du licenciement des 26 travailleurs sociaux des Centres d'action éducative de Nantes et qui occupent d'ailleurs actuellement

**Les révisionnistes et les trotskystes...
ou le maître et son chien**

La feuille trotskiste «Rouge» consacre dans son numéro du 10 décembre un article à l'ouverture du congrès des jeunes révisionnistes qui s'est tenu ce week-end à Saint-Denis.

Or, que dit cet article ? Rien, ou plutôt si, deux choses. Tout d'abord, il fait place à des extraits du discours de Catala, dans lequel celui-ci prend ses distances vis à vis de l'URSS (par cette citation «Rouge» cherche à camoufler le rôle objectif de force pro-soviétique du PCF).

Et d'autre part, il reproche aux JC de... ne pas se développer assez vite, de stagner à moins de 100 000 depuis 2 ans et de ne pas faire l'effort suffisant pour vendre leur presse : «Avant-garde» et «Clarté». C'est vraiment la meilleure !

Ainsi donc, de plus en plus, les trotskistes apparaissent comme ce qu'ils sont : les pantins des révisionnistes toujours prêts à répandre des illusions tant sur la natu-

re du PCF que sur celle de l'URSS.

A la fin de l'article, dans un petit entrefilet, ils annoncent que, comme toute la presse bourgeoise, ils ont pu assister au congrès et qu'ils apprécient cette décision nouvelle qu'ils jugent conforme à ce qu'ils appellent la démocratie ouvrière.

Vous avez la mémoire bien courte, messieurs les trotskistes, car il y a à peine 10 jours que vous vous faisiez expulser de la manifestation de soutien au Parisien libéré par le service d'ordre social-

fasciste du PCF. Il est vrai qu'à l'époque, au mépris de l'évidence, vous aviez parlé de l'action d'individus isolés... C'est également un bel exemple de démocratie ouvrière. Mais on suppose que vous étiez tellement contents d'être reçus au congrès que cela vous était sorti de l'esprit. Vous rêviez sans doute déjà à un strapontin qu'un PCF au pouvoir avec votre appui pourrait vous laisser comme on laisse un os à un chien bien gentil, et ça, ça vaut bien un coup de pied au cul de temps en temps, non ?

**Poursuite de la
grève de la faim
des étudiants iraniens
Pour la libération des emprisonnés
contre les expulsions**

Dans une de nos récentes éditions, nous avons relaté le début de la grève de la faim des étudiants iraniens. Celle-ci se poursuit depuis maintenant 3 semaines.

Nous avons reçu récemment un bulletin de santé Nous le publions dans son intégralité :

BULLETIN DE SANTÉ DES GRÉVISTES DE LA FAIM établi par les médecins et les infirmières assurant la surveillance médicale des grévistes.

En grève de la faim depuis le 19 novembre 1976, soit 15 jours, le groupe d'étudiants iraniens composés d'hommes et de femmes entre 19 et 27 ans, est actuellement affaibli par le jeûne prolongé.

La surveillance médicale assurée deux fois par jour par des médecins et des infirmières, a permis de suivre très précisément l'évolution de l'hygiène collective et des santés individuelles.

On enregistre comme dans des situations semblables : des pertes de poids spectaculaires, des douleurs d'estomac, des baisses de tension parfois très importantes, et une fatigabilité qui va grandissante, rendant toute sortie dangereuse.

La robustesse et le courage des grévistes ne doivent pas cacher les problèmes de santé qui se posent dans les heures et les jours à venir, car des troubles ne manqueraient pas de survenir s'ils devaient poursuivre leur refus d'alimentation librement consenti.

Adhésion à la sauce révisionniste

Nous savions déjà que les dirigeants révisionnistes qui ont usurpé le pouvoir à la CGT ne reculent devant rien afin de duper les travailleurs.

Chaque jour qui passe apporte son lot d'augmentations qui démontrent d'une

façon exemplaire les pratiques odieuses antiouvrières et social-fascistes de ces messieurs encravatés qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière.

La fin de l'année approche et l'opération reprise des cartes bat son

plein.

La démagogie la plus réactionnaire et les arguments les plus pourris ont depuis longtemps remplacé la mobilisation de classe à la CGT.

En voici deux preuves de plus :

La photo nous montre un des moyens les plus crapuleux que les révisionnistes emploient : l'alcool. Nous savons par expérience que l'alcoolisme est un fléau du capitalisme mais cela ne dérange en rien ces nouveaux bourgeois.

Quant aux arguments d'adhésion, un lecteur de Metz nous a transmis l'édifiant document ci-contre pris lors d'une manifestation syndicale «jeunes». Voilà qui est bien digne des révisionnistes qui répandent ce genre de venin.

Les travailleurs quant à eux, ne resteront pas longtemps sans s'en rendre compte. La campagne d'adhésion «carte en main» de la CGT, éclaire particulièrement la conception syndicale développée par les révisionnistes.

Les travailleurs n'ont pas besoin de ce genre de conception et ne veulent pas servir de monnaie dans des «négociations» entre bonzes syndicaux et patrons, entre bourgeois de «gauche» ou de droite.

Il faut fermer la prison d'Arenc

Depuis que nous avons eu connaissance de l'existence de cette prison, nous n'avons jamais cessé de mobiliser nos camarades, nos lecteurs sur cette question de grande importance : ARENC DOIT DISPARAITRE.

Au nom de la prétendue «sécurité des biens et des personnes», la bourgeoisie emprisonne arbitrairement les ouvriers, les paysans, les employés, lycéens et étudiants. Nos frères de classe immigrés sont particulièrement visés, leur longue lutte dans les foyers-casernes de la SONACOTRA en est un exemple frappant.

L'expulsion est la réponse de la bourgeoisie à leur lutte. Arenc est une de ces prisons où l'on enferme nos frères avant de les expulser.

La mobilisation de masse s'accroît sur ce problème. Nous vous présentons aujourd'hui une lettre envoyée par la section du Mouvement d'action judiciaire de Marseille au président et au conseiller de la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence.

Mercredi 15 décembre 1976, au-delà de la question juridique qui vous sera soumise, suite à l'appel du parquet, c'est en fait, le problème de la légalité ou de l'illégalité de la «prison d'Arenc» que vous trancherez.

C'est pourquoi nous tenons à protester :

— contre le fait que l'autorité administrative, violant la loi, détienne des individus durant la période qui s'étend entre le moment de notification de l'arrêté d'expulsion et sa mise en exécution ou même avant toute décision d'expulsion.

— contre les détentions illégales pratiquées dans de tels locaux car le ministre de l'Intérieur ne tient d'aucun texte le droit de porter atteinte aux libertés individuelles

en faisant emprisonner les individus quel que soit le nom donné aux établissements de détention.

— contre l'existence même de la prison d'Arenc quelques soient les textes qui pourraient la légaliser.

Une fois de plus, nous constatons que le pouvoir exécutif peut enfreindre la loi pour imposer la sienne.

Nous ne sommes plus dans un État de droit, mais dans un État d'arbitraire où les libertés les plus élémentaires ne sont même plus respectées.

Section Mouvement d'action judiciaire
Marseille.





LA CGT AU SECOURS DE LA SONACOTRA !

Lecteur de l'«Humanité rouge», je vous adresse la photocopie recto et verso d'un billet de tombola distribué par des syndiqués CGT membres du PCF qui travaillent dans l'établissement où je suis salarié. Non seulement ils ne soutiennent pas les travailleurs, mais ils soutiennent ouvertement ces négriers modernes !

C. G. T. UNION DES SYNDICATS DES BOUCHES-DU-RHONE F. S. M.
25, Boulevard Châteauneuf - 13005 MARSEILLE

44^e Congrès 1, 2 et 3 DÉCEMBRE 1976
PALAIS DES CONGRÈS MARSEILLE

- Lutter en recrutant à la C. G. T.
- Recruter pour mieux Lutter

2,00 Frs.

SOUSCRIPTION - TOMBOLA
TRAGE FIN ANNEE

1^{er} Lot - 1 Chaîne H-F
2^e Lot - 1 Vélo
3^e Lot - 1 Caméra
et de nombreux autres lots

Les lots seront 3 mois après
le tirage remis selon la
régularité.

N° 047760

SONACOTRA met à la disposition des travailleurs,
fonctionnaires, retraités, étudiants, hommes ou femmes
des Chambres individuelles tout confort.

Prix journalier de 8 à 14 francs

Pour renseignements, s'adresser :

SONACOTRA
Délégation Régionale

16, Rue Pierre-Luca - 13005 MARSEILLE

Tel. 50.55.77 ou 50.84.30

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

A propos de la lutte des Pouteau (Laval) *L'attitude d'une municipalité* *...socialiste*

Sous la pression et le chantage de la bourgeoisie, les Pouteau ont cessé leur mouvement de grève et d'occupation des locaux. Le comité de grève s'est transformé en comité de lutte contre le chômage et un premier bilan de la lutte est en cours de réalisation.

Pendant ce temps, les trusts régionaux ou nationaux des travaux publics se partagent à bas prix les chantiers, les dépôts et le matériel de l'entreprise Pouteau en laissant la majeure partie des salariés sur le carreau.

«C'est la braderie» déclare la section CFDT. Cette braderie sur le dos des travailleurs, les bourgeois en ont la responsabilité ; tout d'abord la bourgeoisie patronale et sa justice qui ont entrepris la liquidation de Pouteau, puis la bourgeoisie du Programme commun — en particulier la municipalité PS de Laval. C'est ce dernier aspect que nous aborderons dans l'article d'aujourd'hui.

Le 9 septembre 1976, Mr Pinçon, maire de Laval, en bon et loyal «socialiste» déclare aux Pouteau qui manifestaient dans la rue : «...La municipalité vous suit et se battra jusqu'au bout pour que l'entreprise et les emplois restent à Laval».

A l'annonce de licenciements et de réductions d'horaires avec perte de salaire, les Pouteau réagissent et à partir du 28 septembre occupent leur usine (voir HR No 540).

Le 29 septembre, lors d'une entrevue avec le maire, les délégués syndicaux apprennent que leur «action si compréhensible qu'elle soit... n'est pas bonne». Le maire leur conseille de continuer le travail sur les chantiers pour ne pas compliquer la tâche du syndicat.

La pression résolue des Pouteau permet cependant d'obtenir de la part de la municipalité ; la cantine gratuite pour eux et leurs enfants, la prise en charge en priorité des problèmes sociaux par le Bureau d'aide sociale.

Pour cette première phase de la lutte des Pouteau on peut noter :

— la différence de ton dans les déclarations du maire du 9 septembre et du 29. Lorsque les travailleurs choisissent la lutte résolue ils reçoivent de la part du maire socialiste des «bons conseils» d'abandonner la lutte afin de ne pas gêner en fait le patronat dans ses manœuvres de liquidation de l'entreprise.

— le 29, le maire demande aux Pouteau de reprendre le travail sur les chantiers alors que ceux-ci ne

sont plus approvisionnés par les fournisseurs et que les ouvriers n'ont aucune garantie de salaire.

— la municipalité affiche de bonnes intentions en paroles mais c'est uniquement sous la pression des travailleurs qu'elle lâche un minimum de soutien matériel. D'ailleurs, ce minimum est nécessaire pour espérer recueillir les voix de la classe ouvrière lors des prochaines élections.

Mais dès l'arrêt de l'occupation le 26 octobre, la municipalité, profitant des manœuvres démobilisatrices du patronat stoppe toute aide matérielle accordée jusque là aux travailleurs en lutte.

Face à cette attitude, la section CFDT réagit dans un communiqué : «Contrairement à ce qu'espéraient les liquidateurs, les pouvoirs

publics et la municipalité, les Pouteau ne baissent pas les bras...» «... Dans les faits une fois tous licenciés, la municipalité nous a coupé les ponts... est-ce là l'attitude d'une municipalité qui se veut socialiste ?»

Lors de la réunion suivante du conseil municipal, le maire «s'étonne vivement» des termes du communiqué où la municipalité «est violemment attaquée» ; de plus, il ose rappeler son «soutien aux Pouteau».

Par ailleurs, il tente de diviser la CFDT en affirmant qu'il «est convaincu qu'il s'agit là d'une position de quelques membres isolés» et apporte son soutien à la chasse aux sorcières organisée par Maire depuis le dernier congrès national en «saluant toutes les actions positives menées par ce syndicat» et en exprimant son accord «avec les positions de son secrétaire général qui, en mai dernier, en vidant la fraction gauchiste, s'en était pris aux coucoux qui vont déposer leur œufs dans notre nid».

On voit bien là l'attitude des partis bourgeois dits de gauche qui sabotent les luttes des travailleurs et rappellent à l'ordre les syndicats lorsque ceux-ci ne sont pas totalement à leur botte.

Correspondant Laval.

La première grève du personnel de Radar (Limoges)

Depuis 4 ans s'est ouvert à Limoges, un «Radar géant» ; c'est le type même de «l'usine à vendre», exploitant durement le personnel.

Du 20 au 25 novembre a eu lieu la première grève du personnel et en particulier des caissières.

Nous publions une interview faite auprès des grévistes.

Comment a démarré la lutte ?

— Prétextant une erreur de caisse de 500 F, la direction décide de licencier une caissière. Le samedi 20 novembre à 15 h, après l'entrevue entre la direction et les délégués, devant le refus de la réintégrer, nous avons fait grève (l'ensemble des temps-complet et des temps-partiels). Devant l'attitude du patron et des chefs qui nous ont remplacés aux caisses, nous étions très déterminés.

Ce qui était encourageant, c'était l'attitude des clients : certains ont abandonné leur chariot plein (environ 300 dans le magasin), d'autres nous disaient «Vous pouvez pas les virer» en parlant des chefs aux caisses, d'autres encore nous proposaient une solidarité

financière. Notre grève était vraiment populaire, aujourd'hui encore des clients nous demandent où on en est.

Comment vous êtes-vous organisées ?

— C'était difficile, c'était notre première grève. Mais le matin, on se réunissait en assemblée générale mais on n'a pas pu vraiment faire un comité de grève.

Nous avons essayé d'élargir le mouvement à l'ensemble du personnel «Radar» : ce fut fait le lundi après-midi. Mais le lendemain, à cause du fait que beaucoup sont sous contrat ou à cause de la pression des chefs, nombreux ont été ceux qui ont abandonné. Les caissières se trouvent donc presque seules.

Nous avons essayé de populariser notre lutte le plus possible dans la ville tout en essayant de développer le soutien auprès du personnel.

Quelles ont été les manœuvres de la direction ?

— Le jour de la grève, la direction a envoyé aux caisses ses larbins (les erreurs ont dû être bien nombreuses et pourtant ils avaient en plus un repas gratuit !)

La direction nous a envoyé une équipe de flics en civil, des renseignements généraux, qui se baladaient, nous espionnaient, nous narquaient.

En début de semaine, la direction a cherché à nous empêcher de nous organiser : c'est pour cela que tous les jours le patron nous «occupait» avec des parlottes dans des réunions. Il en profitait d'ailleurs pour laisser entendre que si la grève n'arrêtait pas, il ferait venir des caissières de Niort ou de Clermont.

Au milieu de la semaine,

la direction chercha à nous faire reprendre le travail en employant la ruse (actuellement ce sont les plus grosses ventes de l'année). C'est pourquoi elle a proposé de reprendre la fille licenciée, mais pour seulement le mois de décembre et plus aux caisses mais aux emballages-cadeaux. Le patron a aussi proposé un nouveau barème d'avertissement.

Devant ces propositions, la caissière licenciée refusa tout net, mais sous la pression de FO en particulier, elle accepte pour finalement refuser le lendemain. Mais tout ceci nous a démoralisés.

Provisoirement le patron vient de marquer un point puisque le lendemain (le jeudi) nous reprenons le travail.

Quelle a été l'attitude des syndicats de Radar ?

— A Radar il n'y a que deux syndicats, la CFDT et FO (la CGT n'existe pas). Le samedi, au début de la grève, tout le monde était décidé. Mais dès le lundi on sentait les filles de FO de

moins en moins décidées, elles parlaient de plus en plus de reprise du boulot et disaient : «On ne pourra rien avoir», ou encore «à Clermont, ils ont fait 21 jours de grève pour rien, alors nous c'est pas la peine...» D'ailleurs le mardi soir, 3 filles reprennent le boulot dont la responsable FO.

Durant la grève, FO était très souvent en «réunion privée» avec le patron. FO a sapé la lutte et nous a démobilisés.

Quant à la CFDT, elle nous a bien aidées : elle nous a aidées à nous organiser, à faire des tracts, à populariser notre lutte auprès des travailleurs de la ville. La CFDT nous a donc soutenu le moral.

Quelle a été l'attitude de la presse ?

— Centre-Press (1) est resté muet ; le populaire (2) et l'Écho du Centre (3) ont consacré une place très insuffisante à notre lutte, malgré nos demandes. Quand

nous avons rencontré certains journalistes, ils nous ont fait comprendre que le journal ne pouvait pas écrire grand-chose du fait que Radar est le plus gros annonceur de publicité...

Quel bilan tirez-vous de cette lutte ?

— Nous avons beaucoup appris durant ces quelques jours ; on a pu voir ce que chacune d'entre nous était capable de faire pour soutenir une copine licenciée (et il y a eu des surprises ! en bien et en mal).

Mais le plus important c'est que maintenant, le patron sait que l'on a fait quelque chose, et donc que l'on est encore capable de faire quelque chose. C'est pourquoi la lutte doit se poursuivre, et maintenant nous devons faire attention à toute menace de répression de la direction.

(1) Centre Presse : Journal du Kollabo Hersant.

(2) Le Populaire : Porte-parole local du PS.

(3) L'Écho du Centre : Organe local du PCF.



Comité CFDT de chômeurs (Berck-sur-mer)

Première action, premier succès

C'est à l'initiative d'un chômeur et de la CFDT que s'est constitué, jeudi 25 novembre, un comité de chômeurs CFDT. Dès notre première réunion les bases politiques de notre action étaient établies : « Notre lutte est politique dans la mesure où nous nous battons contre le produit direct et inévitable du système capitaliste : le chômage. En luttant contre le chômage, nous luttons contre le système capitaliste, qui en est la cause. Notre lutte est donc anticapitaliste ».

Approbation des pontes CFDT. Mais à la réunion suivante, après que l'un d'eux nous ait rappelé les statuts de la CFDT (... elle entend garder à son action une entière indépendance à l'égard des partis...); il était aussitôt contredit par un autre ponte qui nous débatta d'une façon voilée sa camelote d'Union de la gauche et plus particulièrement pour le PS, puis que le PC c'est du domaine de la CGT (à chacun sa cour gardée). La réponse des chômeurs ne se fit pas attendre. A la réunion suivante, un des délégués du comité fit une mise au point : «... nous refusons que notre lutte soit déviée de cet objectif (lutte anticapitaliste) nous distinguons nos responsabilités de celles des groupements politiques, nous entendons garder à notre action une entière indépendance à l'égard des partis ».

En conséquence, nous refuserons que notre lutte soit récupérée ou serve de tremplin à un parti, qu'il

soit de droite ou de gauche, à des fins électoralistes. Nous devons compter sur nous-mêmes, sur nos propres forces, c'est dans la lutte et l'unité à la base et dans l'action que nous vaincrons, que nous ferons avancer les choses. Devant l'approbation unanime de l'assemblée, les pontes CFDT ne sont pas intervenus.

Les premières actions revendicatives du comité concernent les impôts, les transports et la constitution d'une caisse d'entraide pour les plus démunis d'entre nous.

En ce qui concerne la gratuité des transports, à côté des démarches auprès des entreprises locales de transport, nous pensons coordonner notre action

avec les comités de chômeurs de la région Nord pour faire des démarches auprès de la SNCF et de Citroën.

Quant à la Caisse d'entraide, nous préparons un spectacle au cours duquel nous pensons faire un sketch sur le chômage. Enfin, le Secours populaire vient de nous faire un don de 300 F et des jouets pour les enfants.

Jeudi dernier, jour du pointage, nous avons appelé les chômeurs à se rendre en délégation à la perception pour demander le report à 6 mois de l'échéance de paiement des impôts locaux, ce report nous permettant de préparer une action plus massive pour un allègement fiscal pour les chômeurs. C'est

une délégation de 20 chômeurs qui se rendit à la perception malgré les mesures d'intimidation de la police. Le comité obtint que l'échéance de paiement des impôts soit reportée et cela jusqu'au moment où le chômeur retrouve du travail.

Ce succès reconforta les chômeurs, la réunion du soir vit une assistance nombreuse et enthousiaste, chacun prit conscience que seule la mobilisation permettra d'obtenir ces victoires. Mais nous ne devons pas rester sur ce succès, car notre objectif est l'abrogation, ou tout au moins l'allègement de la fiscalité pour les chômeurs.

Un lecteur

La situation de l'emploi dans les 5 années à venir

L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publie dans le No 81-82 de sa revue « Economie et Statistique » une importante étude consacrée au thème « Offre et demande d'emploi par profession au cours du VII^e Plan ». Le but de cette étude est de tenter de prévoir l'importance quantitative et qualitative de la main-d'œuvre disponible d'ici à 1981 et celle dont le patronat ou l'État auront effectivement besoin d'ici 5 ans.

Nous terminons aujourd'hui l'analyse de cette étude.

Voilà dira-t-on, à propos des deux articles précédents, bien des chiffres et des pourcentages. Que peut-on tirer de tout cela ?

— 1) Tous ces chiffres ont forcément une valeur limitée, du fait même du développement de la crise générale du capitalisme dans notre pays. Même les estimations dites « pessimistes » sont très certainement loin de la vérité. Cela dit, ces chiffres s'il faut les apprécier avec prudence, n'en donnent pas moins un

certain nombre d'indications assez intéressantes pour comprendre par exemple les récentes déclarations de Barre sur la formation des jeunes (ouvriers) et des cadres.

— 2) Cette question des besoins pour le capital monopoleur de main d'œuvre ouvrière « qualifiée » pour les années à venir, apparaît assez clairement dans l'enquête INSEE. On comprend alors le sens de la campagne démagogique du pouvoir en ce qui concerne le « travail manuel ».

On comprend également pourquoi sera appliquée la loi Royer, sur la formation professionnelle, non par l'Éducation nationale, mais par le patronat lui-même (moindre coût pour l'État monopoliste et profits pour les capitalistes).

— 3) on note dans ces prévisions, l'accroissement du secteur dit « tertiaire » c'est à dire du secteur non productif de biens matériels. Ce n'est là qu'une manifestation de la pourriture et

du caractère parasitaire du régime monopoliste. Comme le souligne l'étude « L'impérialisme aujourd'hui » la nature de l'impérialisme « est encore illustrée par la diminution relative du nombre de personnes qui travaillent dans les secteurs de la production matérielle ; le nombre des gens travaillant dans les domaines non productifs s'accroît sensiblement... Le personnel du commerce, du tourisme, de service, de la finance et de l'appareil militaire bureaucratique a dépassé en nombre celui des fabriques, des mines, de la construction, des transports et d'autres secteurs productifs importants... Le parasitisme et la putréfaction de l'impérialisme freinent et ruinent le développement des forces productives sociales, ce qui explique qu'à l'étape impérialiste, la contradiction entre le système de propriété privée capitaliste et la production socialisée à un haut degré a déjà atteint son point extrême ».

— 4) D'après l'enquête de l'INSEE, la classe ouvrière s'accroît de façon absolue ; celle-ci passera d'environ 8,3 millions à près de 8,7 millions en 5 ans, soit à peu près un accroissement d'un demi-million. Cette augmentation est donc bien plus forte que celle des cadres moyens, et au moins égale à l'augmentation des techniciens et des cadres moyens mis ensemble. Voilà des chiffres qui embarrasseront bien les propagateurs de la soi-disant régression relative et absolue de la classe ouvrière, et qui, comme le fait le faux parti communiste français, tentent ainsi de justifier l'abandon du principe de la dictature du prolétariat. Piètre justification de traitre, en vérité.

la France des luttes

PTT

LA REPRESSION CONTINUE AU P.L.M.

Après les menaces de mise à pied sur les agents ambulants passant l'examen des Paris, les « garde-chiourmes » de l'administration se mettent de la partie.

Voici les faits : un préposé réunionnais a eu une altercation assez vive avec un chef de service. A la suite de cela, il a été appelé à la direction. Là, on fait du chantage sur lui : ou il signe un changement de brigade, ou alors il a un rapport pouvant entraîner des sanctions. Sous cette pression, le préposé préfère signer. Face à cela, plusieurs postiers combatifs et des militants marxistes-léninistes essayent de mobiliser les travailleurs pour refuser ce chantage et tout faire pour que le préposé reste dans son service.

Le dirigeant syndical CGT ne veut pas la défendre en disant : « Il a signé, il est indéfendable ».

Le délégué CFDT, en liberté syndicale ce jour-là a pu quand même être prévenu. Le résultat : il ne daigna même pas venir voir à la fin de la vacation ce qui se passait !

Là-dessus, à la fin de la vacation, une AG de service a lieu pour mobiliser l'ensemble des travailleurs. Plusieurs postiers ont dénoncé

le caractère de collaboration de classe des dirigeants syndicaux des « gardes-chiourmes » de l'administration. Le lendemain, malgré l'étouffement de l'affaire, des discussions continuaient un peu partout. A ce moment-là, on a appris que les dirigeants syndicaux (CGT) devaient être reçus par la direction pour « négocier ». Pour eux, pas question de mouvement de masse, mais des discussions amicales autour d'un tapis vert !

Conclusion : les travailleurs ont été démobilisés par l'attente de cette entrevue avec la direction. De plus, les révisionnistes ont été satisfaits : le directeur a dit que le préposé pourrait refaire une demande pour revenir dans son service. En fait, il faut attendre un mois, 2 mois, 6 mois ou un an avant de revenir. Malgré la démobilisation des travailleurs, le courant antirévissionniste et antiréformiste prend de plus en plus d'ampleur, à nous d'en prendre la tête et de l'organiser, dans la lutte « classe contre classe ».

On ne négocie pas les sanctions, on les refuse.

Les communistes marxistes-léninistes de l'HR du PLM.

GREVE DES EMPLOYES DE SVP

Le syndicat parisien des services CFDT communique que les employés du service privé de renseignements téléphoniques « SVP » — environ 150 personnes — se sont mis en grève vendredi 10 décembre à 14 h pour protester contre le refus de la direction de leur accorder une prime annuelle de 1 500 F.

RECONDUCTION DE LA GREVE A LA RAFFINERIE DE N.D DE GRAVENCHON.

La grève paralysant depuis jeudi la raffinerie Esso-Standard de Notre-Dame de Gravenchon (Seine-Maritime) a été reconduite jusqu'à mardi.

Réunis en assemblée générale, lundi, les 70 grévistes du secteur Distillation-conversion, qui ont cessé le travail afin de soutenir les revendications catégorielles, ont voté la poursuite de leur action. Ils se prononcèrent alors que la suite à donner à leur mouvement en fonction des éventuelles propositions de leur direction.

L'arrêt de travail de salariés du secteur Distillation-conversion enlève toute production de la raffinerie.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F





Créteil

SUCCEES DU MEETING DE L'HUMANITE ROUGE

C'est avec succès que s'est tenu ce dimanche le meeting-débat sur le thème «Ni plan Barre, ni Programme commun». Un cinquantaine de personnes y ont participé dans une ambiance chaleureuse. Les interventions ont été clôturées par une chanson sur la dictature du prolétariat, qui avait été créée pour la circonstance.

Nous donnons de larges extraits du message de la cellule du PCMLF à Créteil, portant sur les luttes ouvrières et les intrigues des partis bourgeois qui préparent les élections :

(...) A Créteil, les exemples de ces luttes ne manquent pas : les employés de la MAC qui ont lutté contre leur licenciement, les ouvriers de Reboul-Sofra, les travailleurs de l'entreprise de nettoyage d'Henri Mondor qui ont mené une grève de douze jours, les postiers du centre de tri. Tous ces travailleurs luttent classe contre classe, luttent contre les licenciements, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, et pour des salaires plus décents (...)

Mais pendant que les travailleurs mènent ces luttes, il est intéressant de voir ce qui se trame parmi les partis bourgeois, à Créteil, à l'approche des élections municipales.

Billotte et ses amis voudraient nous faire oublier qu'ils soutiennent le plan Barre et cherche tous les moyens d'endormir encore les travailleurs. Ils voudraient nous persuader qu'il fait bon vivre à Créteil, ville de béton, ville-dortoir et engagé de grandes campagnes pour que toutes les rames de métro arrivent à Créteil par exemple.

Mais les travailleurs n'oublient pas que le vrai visage de Billotte, c'est l'appel à la police, fin septembre, pour s'opposer à une demande d'audience des animateurs licenciés de la MAC.

Le Parti socialiste n'est pas de reste dans la course à la mairie. On emploie les grands moyens au sein du PS, en espérant bien avoir à tête de la liste commune PC-PS. C'est à coups de démenagements, qu'une tentative essaie de l'emporter

sur l'autre. Christian Pierre de la tendance CERES a emmenagé spécialement à Créteil. La tendance Mitterrand préconise la candidature de Jacques Delors, sous-ministre de Pompidou qui s'est rendu tristement célèbre en refusant l'implantation syndicale dans ses services à la formation professionnelle. On ne peut que qualifier de bourgeois un parti qui pratique de telles magouilles pour ses intérêts électoraux. Où sont les intérêts des travailleurs dans ces luttes de tendance ?

Quant au PCF, qui revendique lui aussi la tête de

liste, il se déclare le meilleur défenseur des travailleurs. Le PCF, comme Billotte, se lance dans de grandes campagnes — et ce sont les mêmes ! Le 9 novembre, des militants du PCF et de l'UDR diffusaient un tract portant la même revendication : «pour que toutes les rames de métro mènent à Créteil» !

Mais dans la pratique, comment se comporte le PCF à Créteil ?

A la MAC, c'est un membre du PCF qui a proposé le plan de restructuration qui a abouti au licenciement du personnel.

A Mondor, lors de la grève des employés de l'entreprise de ménage, on a pu voir le PCF diffuser un tract proposant comme soutien le Programme commun et l'adhésion au PCF !

Au centre de tri, la grève des postiers a été trahie par les bonzes CGT-PCF.

Nous pouvons constater qu'à l'exemple des autres partis bourgeois, les révisionnistes n'hésitent pas à piétiner les intérêts des travailleurs, montrant ainsi que leur seul but, c'est de prendre la place de la bourgeoisie au pouvoir pour gérer à leur profit le système capitaliste.

Les uns proposent le plan Barre et l'austérité.

Les autres mettent en avant le «Programme commun» qui ne remet absolument pas en cause le système capitaliste (...)

Le soutien au quotidien L'AFFAIRE DE TOUS LES LECTEURS Suivons l'exemple de Créteil

(suite de la p. une)

— Peux-tu me donner un exemple de la façon dont la diffusion du journal renforce votre activité et l'influence des idées marxistes-léninistes ?

Un membre du PSU a été amené par les discussions que nous avons avec lui, mais aussi par la lecture du journal, à prendre position dans sa section contre le ralliement au Programme commun. La lecture du journal a donc déjà contribué à lui faire prendre position non seulement contre le plan Barre mais aussi contre le Programme commun.

— Comment avez-vous lié votre meeting à la campagne de soutien au quotidien ?

Nous avons expliqué l'importance politique du journal, le seul quotidien qui dénonce de façon conséquente, avec luttes et arguments politiques à l'appui, le plan Barre et le Programme commun. Nous avons appelé l'assistance à souscrire à la sortie du meeting.

— Nous savons déjà que vous avez diffusé en vente militante une vingtaine de calendriers. Comment avez-vous procédé ?

En fait, ce n'est pas notre

travail à «nous» tout seuls. Nous avons été étonnés de constater que des sympathisants en diffusaient davantage que nous-mêmes : ainsi, un cheminot en a vendu six !

Nous avons alors compris qu'il faut non seulement faire souscrire nous-même mais aussi faire en sorte que tous les amis et lecteurs participent à la campagne à part entière. Nous espérons de la sorte élargir de beaucoup le soutien.

Tour de France des pollueurs Le capitalisme accuse le coup

Nous donnons ci-dessous la suite du compte-rendu du passage à Toulouse du train Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Les trusts, comme on va le voir, ne peuvent tolérer que l'on dénonce de façon conséquente la pollution en montrant que c'est le capitalisme qui en est responsable.

L'antipollution c'est aussi le moyen pour les trusts géants (168 000 salariés pour Saint-Gobain) d'étendre leur emprise. Les entreprises qui ne peuvent investir pour modifier leurs installations disparaîtront, condamnées par la «justice» (contraventions) et donc par le «progrès».

L'antipollution c'est aussi mettre de l'ordre, de la propreté dans les têtes. Il suffit de lire une publicité Pechiney-Progil : «Désheber son devant de porte, c'est protéger son environnement». Quelques brins d'herbe entre des dalles, voilà une pollution scandaleuse ! Dont «nous» sommes «tous» responsables !

égale davantage de profits. Hier la musique dans les usines, aujourd'hui un «bel» environnement.

Devant cette véritable provocation des pollueurs «dépollueurs», une trentaine de sympathisants du GIAM, groupe Toulouse (Groupe information aménagement) ont entrepris, en fin d'après-midi, la distribution de tracts aux visiteurs éventuels, tracts expliquant la nature précise de cette opération.

Surprise ! Pas ou peu de visiteurs mais 3 cars de police, des RG en nombre dans toute la gare. Ce dispositif interdisant l'accès des wagons à toute personne dont l'allure n'était pas celle d'un cadre supérieur industriel, protégeait le forum. Contre qui ? Était-il attaqué ? Point du tout !

Mobilisation immédiate des forces de l'«ordre» devant la moindre des réactions contraires aux intérêts capitalistes. L'État aussi, est bien sûr partie prenante dans la lutte antipollution. La pollution étant pour lui de manifester publiquement contre les intérêts qu'il défend. Sa lutte contre les nuisances sociales est d'interdire et de réprimer !

Les slogans Saint-Gobain du forum ferroviaire

«Vivre mieux chez soi» : chacun enfermé, isolé dans son foyer ;

«Vivre mieux dans la cité», chacun à sa place dans les villes concentrationnaires. Les uns dans les HLM, les autres dans les quartiers de luxe. Plus de voisinage polluant !

«Vivre mieux dans la nature» : une nature propre, idéalisée qui sera vendue comme une marchandise dans la rubrique des bonnes affaires. Publicité immobilière autour des parcs naturels !

«Vivre mieux au travail», productivité des travailleurs

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PEKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

Exposition

MAO TSE-TOUNG

EDUCATEUR DES

PEUPLES REVOLUTIONNAIRES

68, rue de Belleville
à partir du 18 décembre 1976





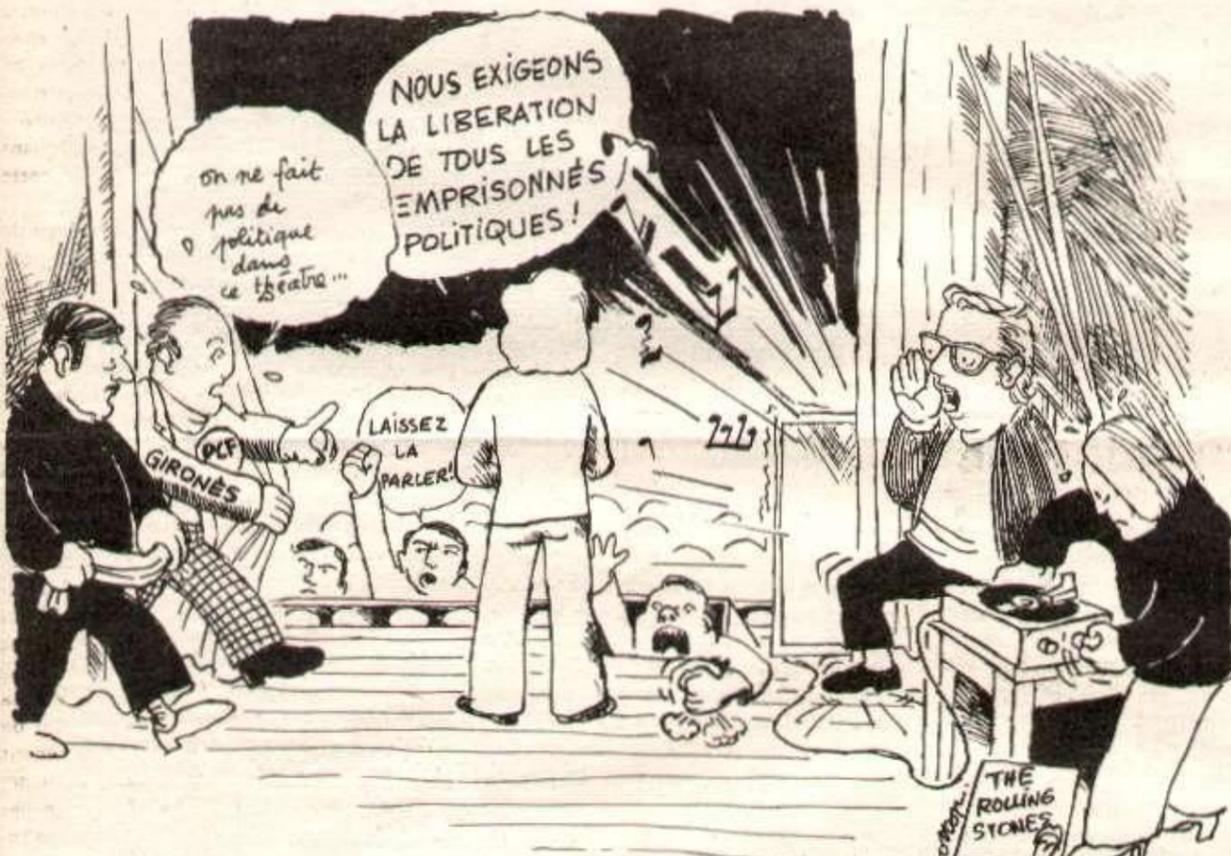
culturel

Au théâtre du 8^e arrondissement de Lyon

LE PCF CONTRE LE SOUTIEN AUX CINQ CORSES EMPRISONNÉS

Devant les luttes des travailleurs et des petits paysans, la bourgeoisie renforce son arsenal de répression. Les révisionnistes s'opposent de plus en plus ouvertement aux luttes et au soutien organisé autour de ces luttes. Ces parasites solidement infiltrés dans l'appareil culturel bourgeois tentent par tous les moyens de faire le silence autour de ces luttes. Comme tous les bourgeois, ils ont peur que les manifestations culturelles soient liées aux luttes du peuple.

Nous reproduisons ci-dessous un article d'un lecteur de Lyon qui relate un exemple de l'attitude des révisionnistes au théâtre au moment de la grève de la faim des cinq Corses emprisonnés. Nous tenons à préciser que nous ne partageons pas les opinions exprimées sur Sartre. Celui-ci, malgré son refus tapageux du prix Nobel, n'a pas dédaigné une importante décoration de ses amis sionistes. De plus, on peut émettre beaucoup de réserve sur les partis pris soi-disant révolutionnaires de Sartre. Enfin, nous sommes totalement opposés aux théories philosophiques «existentialistes» qu'il a développées.



A Lyon, au théâtre du 8^e arrondissement (Centre dramatique national), le directeur s'oppose farouchement à la lecture de 7 lignes en faveur de la libération des cinq Corses !

Chez le public du 8^e arrondissement et les travailleurs du spectacle, l'indignation est grande après l'incident qui est survenu en fin du spectacle (montage sur Sartre). Ce montage fait par un prof de philosophie est mis en scène par Gironès, directeur du théâtre et son équipe. Tout ce beau monde se dit de «gauche» et l'un d'entre eux est officiellement au PCF.

Sartre, avait envoyé sept lignes en faveur des cinq Corses détenus à Lyon, à lire à la fin du spectacle qui lui est consacré, et en accord avec le contrat passé avec le «8e» qui stipulait que Sartre pouvait intervenir en fonction de l'actualité. L'acteur qui devait lire le texte, se «dégonfle», sans doute après pression du directeur.

Au passage, il serait intéressant de savoir ce que

Sartre pense sur d'autres cas tout aussi importants, comme le problème palestinien, par exemple.

Révoltée, par ce débina-ge, la professeur de philosophie prend son courage à deux mains et commence à lire le texte sur scène. Elle en est aussitôt empêchée par une musique des Rolling Stones qui couvre sa voix et un commando de l'équipe dirigeante du 8^e qui se rue sur elle avec Gironès en tête !

Le comportement de ces courageux cow-boys indignes le public qui réclame une explication. Mais personne ne peut entendre ces fameuses 7 lignes. Par contre, tout le monde a clairement entendu Gironès dire : «On ne fait pas de politique dans ce théâtre».

Notons que les 7 lignes de Sartre devaient être lues la veille du passage des cinq Corses devant la chambre des mises en accusation le mercredi 10 novembre. Disons aussi que ce spectacle Sartre était financé par le Théâtre national populaire

et que le théâtre du 8^e, grêvé de dettes et sans public, a saisi une magnifique occasion de remplir sa salle sans effort et sans déboursier.

Voilà qui met à jour le vrai visage d'un théâtre tombé sous l'emprise du révisionnisme. Un théâtre dont le seul comédien lyonnais est membre du PCF et délégué du personnel alors que le chômage est presque total chez les comédiens lyonnais. Un théâtre que le PCF infiltre à tous les niveaux : administration, comédiens, techniciens, équipe de direction. En fait, ces joyeux défenseurs des libertés et de la culture sont ceux qui mettent en scène un spectacle par pur souci commercial et dont ils prétendent conserver un contrôle absolu sur le plan politique. Ce sont eux qui refusent de se joindre au mouvement de protestation (tant en Corse qu'en France) pour la libération des 5 ! Ce sont eux qui censurent abusivement la marche des idées.

Mais la crapulerie ne s'ar-

rête pas là. Comme le 8^e risquait de se discréditer, ces messieurs «pondent» deux tracts très particuliers.

Il y est parlé de «procédé terroriste» alors que ce sont eux qui ont utilisé la violence.

Dénoncer les agissements du révisionnisme ne suffit pas. Cette affaire indignes beaucoup de gens à Lyon, des Corses, des progressistes, une troupe de théâtre et des comédiens et travailleurs du spectacle, des profs, l'Union

PDG en voyage et animé par le 8^e.

Sur le plan général, il faut considérer que les révisionnistes du PCF profitent d'un théâtre d'État dont ils ont l'espoir de devenir propriétaire en 78 pour faire

leur ligne politique bourgeoise.

Après discussion-enquête chez les travailleurs du spectacle et la principale intéressée.

Un lecteur du Lyonnais.

Le prix Goncourt 76 Une attaque en règle contre le tiers-monde

Le prix Goncourt, comme tous les prix littéraires bourgeois, autour desquels on fait tant de tapage, ne fait que sanctionner la maison d'édition la plus forte sur le moment.

Pour les bourgeois, les livres sont moyens pour diffuser leur idéologie : à savoir la lutte de classes, ça n'existe pas, il n'y a pas de conflit ouvriers-patron, il y a seulement des hommes avec une nature humaine universelle en proie aux grands problèmes, la mort, l'amour, etc.

Les livres, ce n'est pas seulement pour les bourgeois un moyen d'imposer leur façon de voir les choses aux travailleurs, c'est aussi un moyen de profit. Les livres, c'est comme des savonnettes ou des chaussures, ça doit se vendre.

La bourgeoisie, bien qu'elle s'en défende, a un point de vue de classe en art et en littérature. Ce n'est pas le fruit du hasard si, de plus en plus, nous voyons Tarzan sur nos écrans de TV, ce n'est pas par hasard que le dernier album de Hergé caricature une guérilla en Amérique latine. Ce n'est pas un hasard si les livres comme SAS paraissent à un

rythme de plus en plus élevé. Il faut rattacher à cette politique la parution du livre «Opération Entebbé» du correspondant d'Europe 1 à... Jérusalem qui retrace le coup de main des sionistes en Ouganda. La bourgeoisie impérialiste française est affolée devant les progrès des peuples du tiers monde dans leur unité et dans leur lutte.

En fait toutes ces parades ne font que confirmer que pour l'impérialisme, la dernière heure a sonné et qu'il sera bientôt balayé par les peuples en lutte.



Cette année, la bourgeoisie a réalisé ces deux objectifs en couronnant le livre d'un dénommé Grainville : «Les flamboyants». Ce livre a été salué de façon unanime par la critique du «Figaro» à «L'Humanité»-blanche.

De quoi peut bien traiter ce livre pour recueillir les airs unanimes de la critique bourgeoise ? Il parle d'un royaume au fin fond de l'Afrique dirigé par un roi fou. Bien sûr, ce roi fou n'est ni Juan Carlos, ni le nouveau tsar de Moscou. En fait, ce que la bourgeois-

rythme de plus en plus élevé. Il faut rattacher à cette politique la parution du livre «Opération Entebbé» du correspondant d'Europe 1 à... Jérusalem qui retrace le coup de main des sionistes en Ouganda. La bourgeoisie impérialiste française est affolée devant les progrès des peuples du tiers monde dans leur unité et dans leur lutte.

En fait toutes ces parades ne font que confirmer que pour l'impérialisme, la dernière heure a sonné et qu'il sera bientôt balayé par les peuples en lutte.

QUAND VOUS
AVEZ LU
LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS
DONNEZ-LE

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source

l'Humanité Rouge

LE COMECON, INSTRUMENT DE PILLAGE ET D'OPPRESSION

Pour comprendre la forme de domination impérialiste que fait peser l'URSS sur les pays de l'Europe de l'Est il est nécessaire d'abord de bien saisir quelle est la base économique du régime soviétique aujourd'hui : le capitalisme monopoliste d'Etat.

En URSS le capitalisme monopoliste d'Etat est apparu après que les dirigeants du parti et de l'Etat engagés sur la voie de la dégénérescence eurent usurpé le pouvoir suprême pour se l'approprier à leur compte. De propriété du peuple les moyens de production sont alors devenus la propriété de la couche privilégiée des nouveaux bourgeois soviétiques. Telle est la nature du changement profond qui s'est opéré en Union soviétique : le système de propriété des moyens de production a changé ; ils sont désormais détenus par une bourgeoisie bureaucratique d'un type nouveau ; les ouvriers et les paysans soviétiques spoliés de leur droit de propriété sur les moyens de production sont retombés dans la situation de travailleurs salariés exploités et contraints de vendre leur force de travail.

La prédominance absolue du capitalisme monopoliste d'Etat est donc le trait essentiel de l'organisation monopoliste en URSS. Sa forme fondamentale est la « société conjointe ». Calquées sur les grands trusts américains, les sociétés conjointes sont de surpuissants monopoles dont elles présentent toutes les caractéristiques :

- liens étroits et directs avec l'Etat ; de même qu'aux USA les présidents et administrateurs des sociétés ont de hauts postes de l'Etat, de même en URSS les directeurs de sociétés conjointes font partie du personnel dirigeant de l'Etat ;
- tendance à occuper une position de monopole sur leur marché ;
- aspect multi-national avec la création de filiales à l'étranger ;
- prédominance du capital financier grâce aux investissements par les grandes banques d'Etat ;
- diversification des activités en amont de la production industrielle ; fourniture des matières premières et écoulement des produits.

LA DOMINATION DU SOCIAL-IMPERIALISME SUR LES PAYS DU COMECON

En même temps que l'URSS changeait de couleur elle a profondément modifié ses rapports avec les pays de l'Europe de l'Est. Les accords économiques et militaires qui existaient dans le cadre de la coopération entre pays socialistes sont devenus moyens de pillage et de pression :

- domination politique par le biais des dirigeants pro-sociaux-impérialistes qui sont à la tête de ces pays, mis en place parfois avec l'aide des chars russes ;
- domination militaire par le biais du Pacte de Varsovie avec les menaces d'intervention et les troupes soviétiques qui stationnent en permanence dans certains pays ;
- domination économique enfin par le biais du COMECON.

Les rapports économiques de l'URSS avec les autres pays du COMECON sont ainsi devenus des rapports impérialistes ; et comme tels se caractérisent par le pillage et les échanges inégaux d'une part, l'exportation de capitaux d'autre part. C'est dans les formes spécifiques de l'expression de ces deux composantes de la domination impérialiste que se retrouveront les particularités dues à l'évolution historique.

ECHANGES INEGAUX ET PILLAGE

La première forme d'oppression que l'URSS fait peser sur les pays de l'Europe

de l'Est est de type colonial. Ainsi la Tchécoslovaquie, qui extrait de l'uranium qui pourrait lui permettre dans un avenir proche d'acquiescer l'indépendance énergétique grâce aux centrales nucléaires, est-elle en train d'exporter la totalité de sa production en URSS. (Cependant la construction de 2 centrales de faible puissance est prévue en 78, importées d'URSS bien sûr.)

Ainsi la Mongolie, pays à forte production de viande vend-elle la presque totalité de sa production à l'URSS, à tel point qu'il ne lui reste même plus assez pour sa consommation propre. D'une manière générale l'URSS importe à bas prix des denrées alimentaires de tous les pays de l'Est.

Les échanges entre une métropole impérialiste classique et des pays dominés se font essentiellement par le pillage des matières premières et l'exportation à haut prix de produits manufacturés, et cette structure se retrouve dans les échanges entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est pour les denrées alimentaires ou l'uranium. Mais l'URSS profite aussi de sa situation particulière de domination absolue et des particularités dues à l'évolution historique de ses rapports avec les pays du COMECON pour appliquer les mêmes principes de pillage et d'échanges inégaux mais avec une structure des



Brejev : «L'appétit vient en mangeant» (dessin paru dans Hostini, revue satirique albanaise).

échanges différente : en intervenant directement dans l'économie de ces pays au nom de la théorie de la « division socialiste internationale du travail » elle les force à cantonner leur production dans certains domaines utiles à l'URSS (principalement les biens de consommation et alimentaires que l'URSS leur rachète à bas prix) et en retour sabote certaines parties de leur économie pour les maintenir dans la dépendance vis à vis d'elle et lui vendre ses produits à prix d'or : essentiellement l'énergie sous toutes ses formes et l'industrie lourde.

Le bilan énergétique des pays de l'Est et leur étroite dépendance vis à vis de l'URSS pour les matières premières

BULGARIE (75)	Importations en millions de tonnes		% de l'URSS dans l'importation
	globales	dont l'URSS	
CHARBON	10,00	6,00	60 %
PETROLE	7,50	5,80	78 %
ESSENCE AUTO	0,35	0,31	88 %
GAZ (en milliers de m3)	3000,00	3000,00	100 %
TCHÉCOSLOVAQUIE (75)		Importations totales	dont en provenance d'URSS
CHARBON (en millions de tonnes)		5,533	2,9
ELECTRICITE (en milliards de kw/h)		4,4	4,2
PETROLE (en millions de tonnes)		12,571	11,9
GAZ (en milliards de m3)		5,5	3,5

En RDA :
- 30 % de l'énergie consommée est importée (on peut penser que ce pourcentage est relativement faible mais il

faut savoir que la RDA est le pays le plus industrialisé du Comecon et que ce pourcentage a doublé en 10 ans : 70% des importations d'énergie vient d'URSS ; 81 %

du pétrole importé vient d'URSS ; 4 milliards de m3 de gaz soviétique importé en 1975.

De tous les pays du Comecon seul la Pologne a un bilan énergétique positif grâce à sa forte production de charbon.

Globalement pour RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, la part de l'URSS dans leur importations de matières premières se répartit ainsi :

Produit importé	% de l'URSS dans les importations
gaz	100%
pétrole	93 %
charbon	62 %
fer	89 %
fonte	97 %
coton	64 % (1)

(1) L'URSS importe de pays du tiers monde, le coton qu'elle revend ensuite au sein du Comecon.

En monopolisant largement la fourniture de matières premières et combustibles de ces pays du Comecon l'URSS les prend à la gorge et contrôle leur économie. Pour certains pays (RDA, Tchécoslovaquie) la part des importations de combustibles va en augmentant, accroissant leur dépendance énergétique.

On constate cependant pour ce qui est du pétrole une très légère diversification des approvisionnements (pétrole iranien, irakien, algérien).

LE DEVELOPPEMENT UNILATERAL DES ECONOMIES DES PAYS DU COMECON

La seconde méthode utilisée par l'URSS social-impérialiste est de contraindre les pays du Comecon à développer unilatéralement les produits et productions dont l'URSS a besoin. Ainsi la Pologne doit-elle développer l'industrie navale, la RDA le matériel ferroviaire, la Mongolie la production de viande.

(A suivre)